



Compte rendu de la rencontre CGT / DREAL Paca du 18 octobre 2016 de 10h30 à 12h00

15 présents :

DREAL Paca

M. LE TRIONNAIRE Yves : Chef de Service Energie
M. BOYER Jean-François : Chef de la DREAL Paca

CGT

Nicolas CASONI	(Secrétaire Général CGT Centrale de Gardanne)
Nadir HADJALI	(Secrétaire Général Adjoint CGT Centrale de Gardanne)
Renaud HENRY	(Gazier GRDF Marseille)
Jean-Louis ALLO	(Section Retraités Marseille)
Gilbert BENHAMOU	(Secrétaire Général CGT IEG Marseille Ville)
Samantha SUAOU	(Secrétaire Générale Adjointe CGT RTE Sud Est)
Marie-Christine NICOLAS	(Elue SNPI CGT EDF SA production nucléaire)
Samantha POMARES	(Commission Jeunes)
Jackie LOPEZ	(CMCAS Marseille)
Julien HADDAD PARFAIT	(Commission Maitrises et Cadres)
Sandrine BARTHELEMY	(Agent de restauration en CDD depuis 5 ans à la CCAS)
Didier TORRES	(Exploitation DR PADS Enedis)
Alain PICCIRILLO	(Animateur métier UCF Paca Ouest)

Rédacteur : Gilbert Benhamou

Lieu : 36, Boulevard des Dames, 13002 MARSEILLE

ORDRE DU JOUR

- Devenir de nos Activités Sociales (CCAS et CMCAS)
- Devenir du Service Public de l'Energie, des entreprises et du Statut du Personnel des IEG
- Conclusion

DEVENIR DE NOS ACTIVITES SOCIALES (CCAS et CMCAS)

FINANCEMENT

Depuis des années, les gouvernements successifs ont organisé la dérèglementation du secteur énergétique en France qui se traduit, par un éclatement des entreprises historiques nationalisées qu'étaient EDF et GDF.

De 2 entreprises 100 % publiques en 1946, la Branche Energie comporte aujourd'hui 148 entreprises !!! Nombre de ces employeurs ne cotisent pas au 1 %, ce qui a pour effet recherché de réduire drastiquement la dotation allouée aux Activités Sociales chaque année.

Les entreprises des IEG représentent 160 000 salariés nationalement et 650 000 bénéficiaires, soit environ 1 % de la population française.

Nous avons rappelé que la Cour des Comptes estime à 180 millions d'euros depuis 2005 (dont 68 millions pour les seules 3 dernières années !) la somme que les employeurs des IEG ont volé dans la poche des Energéticiens !

Pour nous, c'est tout simplement du racket organisé, avec la complicité des gouvernements passés comme l'actuel ! Le budget en variation incessante rend difficile toute gestion...

Ainsi, des négociations historiques à plus d'un titre ont démarré en octobre.

L'Article 25, qui stipule que EDF et GDF doivent reverser aux Activités Sociales 1 % des ventes d'électricité et de gaz, doit être réécrit afin de tenir compte des réalités d'aujourd'hui.

Afin que toutes les entreprises des IEG cotisent au 1 %, la FNME CGT propose un nouveau système de financement qui mettrait à contribution la Production, le Transport, la Distribution et les Commercialisateurs.

Le sujet du financement est un point de vigilance des Electriciens et Gaziers.

RESTAURATION

Cette activité représente 950 emplois à la CCAS.

Sur Marseille comme partout, la baisse du 1 % impacte la qualité des repas servis, le personnel est fatigué : hausse des restrictions médicales, arrêts maladies, accidents du travail...

En conséquence, le 17 octobre, le restaurant CCAS « Viton » a été fermé car seuls 9 salariés étaient présents au lieu de 14...

La posture actuelle des employeurs menace la restauration, alors que depuis 1982, ils ne versent seulement 2,38 euros par repas (hormis quelques rares endroits), compensés sans cesse par l'apport du 1 %...

Pour nous, il est hors de question d'accepter une baisse de qualité et de regarder comment s'est passé l'externalisation de l'activité à la SNCF etc...

Parce qu'il s'agit d'un besoin d'exploitation des entreprises, parce que la CCAS propose depuis 70 ans une restauration méridienne de haute qualité, parce que nous refusons d'avoir 950 familles à la rue, la CGT revendique de faire financer la restauration exclusivement par les employeurs et d'en confier la gestion à la CCAS.

MOYENS BENEVOLES

Le « Par et le Pour », élément fondateur des Activités Sociales auquel les Electriciens et Gaziers sont très attachés, ne pourraient pas vivre sans les moyens dits bénévoles, objets eux-aussi de la négociation en cours.

Ceux-ci comprennent :

- les heures allouées aux élus SLVies (Sections Locales de Vie) chargés d'accueillir les agents et leurs familles au sujet de leur couverture maladie et mutuelle, leurs vacances famille et colonies, leurs assurances, la billetterie des sorties, les activités sociales bâties par les bénéficiaires, le réseau solidaire organisé en direction des bénéficiaires les plus isolés...
- les heures allouées aux détachements des agents pour les convoys des enfants qui partent en colonies
- les locaux mis à disposition pour les CMCAS et les SLVies
- le tarif particulier du coût de l'électricité pour ces locaux.

EN RESUME...

- Parce que nos Activités Sociales sont de proximité et émancipatrices
- Parce que nous bénéficions de vacances dignes de ce nom (comme chaque salarié devrait en bénéficier !)
- Parce que notre restauration méridienne est de très bonne qualité (comme chaque salarié devrait en bénéficier !)
- Parce que la politique prévention des CMCAS et CCAS est ambitieuse...

Pour les Electriciens et Gaziers, la CCAS, c'est + 3 ans d'espérance de vie !

De plus, le gouvernement nous remercie lorsque la CCAS accueille les réfugiés...

En réunion, Monsieur BOYER s'est engagé à faire un « mot » à la direction générale d'EDF, au sujet de la situation vécue par le personnel.

Où en est-on ? Pourrait-on avoir copie de ce « mot » s'il existe ?

DEVENIR DU SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE, DES ENTREPRISES ET DU STATUT DU PERSONNEL DES IEG

SITUATION

Depuis des décennies, les Energéticiens sont en proie à la vague libérale et ont vu leurs entreprises, leurs conditions de travail, leurs garanties collectives, leurs métiers... totalement chamboulés. Les entreprises sont morcelées, fusionnent, changent de noms fréquemment...

Le gouvernement a décidé lâchement d'ouvrir le capital de RTE à 50 % (anciennement 100 % public) durant l'été, énième mesure qui tourne le dos au Service Public de l'Energie, tout cela pour financer le Projet Hinkley Point en Angleterre...

Chez GRDF (filiale de Engie, anciennement GDF-Suez), les zones d'interventions gaz ont été tellement agrandies que certaines communes seront desservies pas avant 1 heure de délai...

Nos employeurs assument des choses très inquiétantes, en considérant par exemple, que si une explosion survenait dans une ville comme Brignoles, ce ne serait pas trop grave car il y a peu d'habitants...

Chez ENEDIS (anciennement ERDF), la direction a choisi délibérément de ne pas mettre de dépanneur sur une panne individuelle. Elle nous y envoie sur place le lendemain au mieux, voire 2 jours après... Les compteurs communicants sont déployés afin de pouvoir couper les usagers à distance...

Le constat est sans appel :

- hausses des tarifs de 60 % pour le gaz et de 50 % pour l'électricité,
- écroulement du service rendu aux abonnés devenus clients au passage (délais accrus pour rendez-vous ou pour dépannage, interventions devenues payantes, coupures plus fréquentes sur le réseau...),
- risques accrus d'accidents qui pèsent sur les usagers du gaz et de l'électricité
- fermetures de tous les sites de proximité hormis quelques « boutiques »
- externalisation et sous-traitance de nombreuses activités techniques comme tertiaires,
- affaiblissement des garanties collectives du personnel statutaire, pertes de sens et de repères, augmentation de leur souffrance et de leurs démissions causées par une mise en concurrence toujours plus encouragée par les employeurs.

Aujourd'hui, le mécontentement des Electriciens et Gaziers est palpable.

Embauchée depuis 2010, la jeunesse commence à mesurer ce qui se passe, après une politique de non embauche organisée pendant 15 ans...

Les tentatives des employeurs d'isoler les personnels a fait long feu à travers des saucissonnages des entreprises depuis des années.

Quotidiennement, la CGT œuvre pour rassembler les Electriciens et Gaziers des différentes entreprises et au-delà, tous les salariés.

DESSERTES D'ENERGIE SUR LA REGION ET SITUATION DE LA CENTRALE DE GARDANNE

Au cours du mois d'octobre, la FNME CGT a produit un tract dénonçant le risque important de délestage pesant sur la population cet hiver, c'est-à-dire un risque de coupure important !

Vous avez reconnu être au courant de la fragilité de la péninsule Sud Est de la France...

Pourtant, tous les choix politiques continuent à concourir à créer à la pénurie d'électricité pour faire monter son prix de vente pour le plus grand plaisir des actionnaires, tournant le dos à l'intérêt commun et aux besoins des usagers !

Le gouvernement a reculé sur la mise en place de la taxe carbone qui menaçait des centaines d'emplois dont 80 à la seule Centrale de Gardanne liés la fermeture de la tranche 5.

Pour autant, la direction d'UNIPER (ex E-ON, ex Charbonnages de France) souhaite maintenir sa fermeture et priver la région Paca de 750 Méga Watts !

Nous considérons que les emplois directs et indirects de la Centrale sont les nôtres.

La loi de Transition Energétique nous oblige à avoir la vision globale. Sans être des pro charbon, nous avons vécu l'aventure de la société NEXCIS filiale d'EDF à 75 %.

Ses salariés ont mis au point un procédé révolutionnaire et bon marché produisant de l'énergie à partir de vitrage solaire : pas de rejet de CO2 ! Pourtant, EDF (détenue à 85 % par l'Etat) a décidé de fermer l'entreprise et vous avez déclaré ne pouvoir rien faire... Peu importe les choix qui seront faits, nous défendrons nos 5000 emplois et les moyens de production !

Nous avons déjà riposté globalement en 2013...

Pour mémoire, le 7 avril 2011, grâce à 83 % du personnel en grève durant 2 heures, les Electriciens et Gaziers ont obtenu le maintien de leur Statut et du Tarif Agent.

En réunion, Monsieur LE TRIONNAIRE avait reconnu avec nous que la région Paca est fragile électriquement et que la Centrale de Gardanne a un rôle important à jouer notamment en cas de pic de consommation...

Ce rappel a-t-il été fait aux Ministères ? Quelle a été la réponse apportée ?

Même si vous espérez ne pas avoir à le faire, nous vous redemandons ici : qui allez-vous décider de couper cet hiver en cas de pic de consommation ?!!!

Quel avis avez-vous sur la destruction annoncée de 80 emplois statutaires de la Centrale de Gardanne, ce qui serait une première ?

CONCLUSION

La hausse du coût de l'énergie est organisée, l'argent ne va pas dans notre 1 %, l'argent ne va pas dans nos salaires, l'argent ne va pas dans nos emplois... Il va où alors ?

C'est un véritable vol organisé qui se déroule sous nos yeux : culture, émancipation... : nous considérons être en situation de légitime défense !

C'est notre bien-être que l'on veut nous enlever : on ne laissera pas faire !

La loi de Transition Energétique était censée créer de l'emploi. Chiche !

Nous sommes obligés de constater que nos gouvernants mènent une politique visant à engraisser le capital. Les Gattaz s'enrichissent de père en fils...

La première chose qui nous rassemble est la CGT, la seconde, c'est le Statut du Personnel.

Nous serons toujours présents si un de nos camarades est inquiet !

On s'organise pour répondre globalement : c'est que l'on appelle la convergence des luttes.

Tant que l'on se parle c'est bon signe. Mais cela continuera si cela sert à quelque chose.

Donnez-nous envie de maintenir la discussion...

Vous semblez comprendre que nous sommes prêts à passer à l'action si nous ne sommes pas entendus...

Où en est notre demande de rendez-vous en Préfecture avant fin de l'année sur le 1 %, l'emploi... etc ?

Prochain rendez-vous : mardi 29 novembre 2016 de 15h00 à 17h00.